

SURPRENANTE SORTIE DU PREMIER MINISTRE À PARTIR D'OUM-EL-BOUAGHI

Sellal dénonce «la cinquième colonne»

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, alterne entre optimisme et fermeté et tente de donner une image d'un Etat maîtrisant bien la situation, en dépit d'une chute persistante et vertigineuse des prix du pétrole. A partir de l'est du pays, où il visitait jeudi dernier les wilayas d'Oum-El-Bouaghi et de Batna, le chef de l'exécutif s'était même employé à rassurer les Algériens : «Je suis désolé de décevoir certains, mais l'Algérie n'a pas été déstabilisée comme ils l'auraient souhaité» !

De notre envoyé spécial à Oum-El-Bouaghi et à Batna, Kamel Amarni

C'est un nouveau ton chez Sellal qui, un tantinet arrogant et provocateur, ira même jusqu'à ajouter : «Contrairement aux affirmations de pseudo-analystes, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, davantage à l'extérieur d'ailleurs et n'en déplaise à la cinquième colonne, l'Algérie n'a pas été déstabilisée et ne le sera jamais ! Cela, malgré le violent choc pétrolier qui persiste depuis deux ans.»

Outre la maîtrise du volet sécuritaire, l'optimisme de Abdelmalek Sellal prend comme socle les indicateurs économiques. Il révélera d'ailleurs une multitude de chiffres pour appuyer ses affirmations. Ainsi, et contrairement à des pays analogues en termes de dépendance aux hydrocarbures, comme le Venezuela qui collectionne des taux d'inflations effrayants, l'Algérie est en crise, mais pas en danger.

A se fier aux déclarations de Abdelmalek Sellal, inlassablement répétées à chacune de ses nombreuses haltes, ce jeudi, à Oum-El-Bouaghi notamment. «Voilà deux années que nous subissons le choc pétrolier. Pour autant, avons-nous fermé une seule usine ? Avons-nous licencié un seul travailleur ? Bien au contraire, même notre politique sociale est maintenue. Et jamais nous n'allons recourir à la politique de l'austérité». Comment ? Sellal avance ses chiffres. «Pour l'année 2016, le taux de croissance est de 3,5%. Il sera de 4% en 2017 pour atteindre 5% en 2018, selon les prévisions. S'agissant de l'inflation, elle est de 4, 7% en 2016 et sera ramenée à 4 % en 2017 ».

Le Premier ministre affirme également que cette croissance est tirée vers le haut par deux secteurs essentiellement : l'industrie et l'agriculture. Il parlera aussi du très sensible sujet des réserves de change. «Nos réserves de change en sont à 116 milliards de dollars pour 2016. Elles baisseront à 111 milliards de dollars d'ici 2019 mais,

dans tous les cas, elle ne baisseront jamais au dessous de 100 milliards de dollars, quelles que soient les circonstances».

En parallèle, révélera encore le Premier ministre, la rente pétrolière viendra également à la rescousse ! «Même la production pétrolière va sensiblement augmenter ce qui fera que la fiscalité pétrolière, qui est de l'ordre de 30 milliards de dollars cette année, sera de 35 milliards en 2017 pour atteindre 45 milliards en 2018».

Sur sa lancée, Sellal évoquera l'emprunt obligataire. «Nous l'avons lancé il y a deux mois à peine. Au départ, nous missions sur un chiffre de 400 milliards de dinars, au maximum. Or, nous sommes, déjà, à plus de 472 milliards. De son côté, le forum des chefs d'entreprise s'est engagé, quant à lui, d'en verser 150 milliards. Libre aux gens de prendre des intérêts ou pas, mais cet argent, nous en avons besoin car l'Etat a besoin de liquidités en dinars. Pour les devises, Dieu merci, nous en avons suffisamment». Le Premier



Abdelmalek Sellal.

ministre mise également sur la traque aux importations «inutiles», voire même à inverser la tendance en faveur de l'exportation concernant certains produits comme le ciment. «D'ici septembre prochain, nous allons définitivement cesser d'importer le ciment, grâce aux nombreux projets qui rentrent en production. Cela, avant de pouvoir en exporter, d'ici fin 2018, début 2019». Des exemples que Sellal appelle à multiplier dans tous les secteurs possibles. Comme pour la poudre de lait «que nous devons absolument pouvoir ne plus en importer d'ici 2019», insistera-t-il à plusieurs reprises. Globalement, le Premier ministre affirmera que sur le plan économique, les difficultés persisteront en 2017 et s'atténueront en 2018, année où les choses

se stabiliseront avant une légère reprise prévue en 2019.

«Nous ferons appliquer la loi avec fermeté et rigueur»

Sur un autre plan, et faisant allusion aux dernières questions brûlantes de l'actualité, particulièrement l'affaire *El Khabar* et celles y afférentes, Sellal a tenu à réaffirmer la fermeté du pouvoir à l'égard de la presse. «Nous n'avons pas de problèmes avec la presse. Je m'adresse aux journalistes professionnels pour leur dire qu'ils sont libres, mais à la seule condition de respecter les institutions de l'Etat et les valeurs de la société. Nous n'allons jamais mettre un journaliste en prison pour ses opinions, mais il faut rappeler que l'insulte, l'injure, la diffamation et l'atteinte à

la dignité des personnes ou de leurs familles ne font pas partie de nos traditions».

En somme, le pouvoir réaffirme ici, à très haut niveau, sa constante perception de la «déontologie». Une déontologie à sens unique, sélective et qui consiste à seulement prémunir Bouteflika et certains autres hauts responsables, tandis que des atteintes quotidiennes à l'éthique et à la déontologie sont perpétrées par d'autres médias «amis», dont les écrits ou les programmes diffamatoires, ou faisant l'apologie du terrorisme, de l'islamisme, du racisme, du régionalisme, du sexisme sont servis en toute impunité ! Pourtant, c'est le Premier ministre en personne qui le dira, ce jeudi aussi, en évoquant les derniers événements liés aux examens du bac. «Nous avons un grand problème moral et de civisme dans notre pays qu'il nous faut régler (...) De notre côté, nous allons toujours veiller à faire appliquer les lois avec fermeté et rigueur».

Le lynchage systématique et hystérique que les islamistes et les conservateurs perpétuent depuis deux ans contre la (pourtant) ministre de l'Education, Nouria Benghebril, a-t-il été sanctionné ? La déontologie, comme l'application des lois, est un tout. Cela concerne aussi les salafistes que le pouvoir redoute tant...

K. A.

AFFAIRE EL KHABAR

L'avocat du ministère de la Communication met son grain de sel

L'avocat du ministère de la Communication M^e Nadjib Bitam a tenu une conférence de presse avant-hier à la maison de la presse Tahar Djaout à Alger pour clarifier ses propos de la veille au sujet de l'affaire El-Khabar-Rebrab dont le verdict, annulant la transaction, met, selon lui, El Khabar dans une situation irrégulière.

En effet, M^e Bitam a déclaré mercredi dernier après l'annonce du verdict par le tribunal administratif de Bir Mourad Raïs qu'*El Khabar* devrait désormais se conformer à la loi organique relative à l'information de 2012 en introduisant une nouvelle demande d'agrément. Des propos qui n'ont pas manqué de susciter une polémique quant aux intentions du ministère de la Communication par rapport à *El Khabar*. Le journal arabophone et ses avocats

ont vite dénoncé des velléités de fermeture du journal, contraignant l'avocat à s'expliquer.

Ainsi, M^e Bitam, qui a indiqué que la décision du tribunal administratif est exécutoire même au cas d'appel près du Conseil d'Etat, a estimé que «l'entreprise *El Khabar* n'a plus de gestionnaire aux yeux de la loi, n'existe plus aux yeux de la loi après l'annulation du rachat par Rebrab et que pour éviter la nomination d'un administrateur, il faudrait demander un nouvel agrément. M^e Bitam s'appuie en tout cas sur l'article 131 du code de l'information qui stipule que «les titres et organes de presse en activité sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente loi organique dans un délai d'une année à compter de la date de la mise en place de l'autorité de régulation de la presse écrite».

Or, le gouvernement n'a jusqu'ici affiché aucune volonté pour la mise en place de cette autorité autonome ce qui rend l'application de cette disposition transitoire du nouveau code de

l'information aléatoire. En tout cas M^e Bitam qui a voulu clarifier les choses a ajouté plutôt à la confusion : «Si la décision du tribunal administratif est appliquée, *El Khabar* n'a plus droit de paraître et KBC d'émettre». Parce que l'annulation de la transaction suppose le retour à la situation initiale, c'est-à-dire, le titre *El Khabar* va rester sous contrôle des personnes qui le dirigeaient avant la cession des actifs de l'entreprise que le tribunal de Bir Mourad Raïs vient d'annuler.

Il convient enfin de signaler que l'entreprise *El Khabar* a un délai de 20 jours pour exécuter le jugement du tribunal à compter de la date de sa notification. La loi prévoit selon lui la nomination d'un administrateur. Mais cela peut être évité par la demande d'un nouvel agrément. Parce le retour à la situation initiale se fait entre partie contractantes contrairement au cas *El Khabar* qui a vu une tierce partie contester la transaction à savoir le ministère de la Communication.

L. H.

CHAÎNES DE TÉLÉ NON AGRÉÉES

Hamid Grine revient à la charge

Ce jeudi, le ministre de la Communication, Hamid Grine, n'a pas caché l'intention de son département de passer à l'action concernant les chaînes de télévision exploitant un service de communication audiovisuel de «manière illégale» en Algérie, en infraction avec les dispositions législatives. «Nous avons une liste de chaînes non légales qui ont été destinataires de mise en garde, nous leur avons demandé de se conformer à la réglementation. Nous attendons leur réaction, mais la patience a des limites et nous passerons à l'action», a-t-il dit.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Présent à Oran dans le cadre d'une visite d'inspection où il a pu visiter le musée d'*El*

Djounhouria et pris connaissance de l'avancement des travaux du nouveau siège de la Radio d'Oran, le ministre n'a pas cessé de faire

patienter les journalistes qui attendaient sa réaction suite à la décision de justice dans l'affaire qui oppose son département au groupe *El Khabar*, Ness-Prod.

Après une longue attente, le ministre dira : «L'Etat et le ministère de la Communication n'ont pas l'intention de fermer le quotidien *El Khabar*, nous n'irons pas jusque-là, nous n'en avons pas la volonté».

Poursuivant son intervention sur le sujet, le ministre de la Communication a tenu à saluer la décision de la justice dans cette

affaire qui, dit-il, «ne s'est pas laissée influencer par le tapage médiatique et le lobbying politique, menés depuis près de deux mois».

Hamid Grine dira qu'à supposer que demain la justice demande la fermeture d'*El Khabar* et de l'imprimerie, «l'autorité que je représente ne va pas aller jusque-là». Il fera un rappel des faits de son point de vue : «Nous avons été insultés, diffamés, vilipendés pendant un mois et demi, nous sommes restés stoïques, nous n'avons jamais répondu. Nous

avons fait confiance à la justice qui est souveraine. La justice demande l'annulation de la transaction et non la fermeture d'*El Khabar*. Qu'est-ce qui va se passer après, on verra.» Et d'aller encore plus loin : «Si nous avions des intentions de cette nature, nous aurions demandé, dès le départ, l'agrément à l'acheteur ; nous sommes restés maîtres de nous-mêmes, nous avons porté l'affaire en justice parce que nous lui faisons confiance.»

A. B.